

**Cour
Pénale
Internationale**



**International
Criminal
Court**

**Seventh Diplomatic Briefing
of the International Criminal Court**

**Septième réunion d'information de la Cour pénale internationale à
l'intention du corps diplomatique**

**Compilation of Statements
Recueil de déclarations**

*****Check Against Delivery***
La version prononcée fait foi**

**Brussels, 29 June 2006
Bruxelles, le 29 juin 2006**

Philippe Kirsch, President/Le Président

Excellences, Mesdames, Messieurs.

Soyez les bienvenus à la septième réunion d'information de la Cour pénale internationale à l'intention du corps diplomatique. Ceci est la troisième réunion d'information à l'intention du corps diplomatique que la Cour organise à Bruxelles pour ceux qui ne peuvent pas assister aux réunions ayant lieu au siège de la Cour.

Je souhaiterais exprimer notre gratitude au Conseil de l'Union européenne qui a bien voulu accueillir cette réunion.

Nous avons mis en place ces réunions d'information afin de fournir aux Etats des informations actualisées entre les sessions de l'Assemblée des Etats parties, et pour vous offrir la possibilité de communiquer directement avec les responsables de la Cour.

Il est important pour nous de procurer aux Etats des informations claires sur les activités de la Cour, ses objectifs et ses besoins. Comme nous l'avons indiqué précédemment, nous sommes également ouverts aux suggestions concernant l'amélioration du format de notre communication; Autant en ce qui concerne les réunions d'information que le document d'information que vous avez reçu plus tôt cette semaine.

Ce document vous donne une mise à jour sur la Cour en général et sur les développements récents qui affectent ses différents organes – la Présidence et les Chambres, le Bureau du Procureur, le Greffe et le Secrétariat de l'Assemblée des Etats Parties.

Afin de tirer le meilleur parti de ces informations, nos interventions à l'occasion de ces réunions portent essentiellement sur les questions pour lesquelles les Etats ont témoigné un intérêt particulier.

Nous nous proposons de présenter aujourd'hui le processus de planification stratégique de la Cour. Je vais au préalable vous donner un aperçu des principaux développements survenus au niveau des activités de la Cour. J'évoquerai ensuite le plan stratégique de la Cour et les efforts que nous déployons afin de communiquer ce plan aux Etats, aux organisations internationales et à la société civile. Le Procureur expliquera ensuite sa stratégie et la contribution de son bureau au plan stratégique de la Cour. Le Greffe vous présentera une mise à jour sur les domaines dans lesquels le processus de planification stratégique de la Cour est d'ores et déjà mis en œuvre, parmi lesquels le projet de budget pour 2007, la question des locaux permanents, et le plan stratégique de la Cour relatif aux activités de sensibilisation. Enfin, Renan Villacis, Directeur ad intérim du Secrétariat de l'Assemblée des Etats Parties vous fournira des informations actualisées sur les activités de l'Assemblée des Etats. Nous serons heureux de répondre à vos questions à l'issue de ces présentations.

Il s'est passé beaucoup de choses depuis notre dernière rencontre ici à Bruxelles. Je souhaiterais notamment insister sur le fait que la Cour est désormais bien engagée dans ses activités judiciaires.

Le 17 mars dernier, la première personne recherchée par la Cour a été arrêtée et remise à la Cour. M. Thomas Lubanga Dyilo, un ressortissant de République Démocratique du Congo, doit répondre d'accusations de crimes de guerre, à savoir d'avoir procédé à l'enrôlement et à la conscription d'enfants de moins de quinze ans et de les avoir fait participer activement à des hostilités. En septembre, la Chambre préliminaire tiendra une audience de confirmation des charges. Si les charges sont confirmées, la phase de jugement pourra commencer au début de l'année prochaine.

Des mandats d'arrêts ont été délivrés l'année dernière pour la situation en Ouganda à l'encontre de cinq membres de l'Armée de Résistance du Seigneur, dont son leader, Joseph Kony. Les allégations de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre contenues dans les mandats incluent des actes d'esclavage sexuel, de viol, d'attaques intentionnelles de populations civiles et d'enrôlement de force d'enfants soldats. Pour le moment, aucun de ces cinq hommes n'a été arrêté. La Cour a besoin de la coopération des Etats et des organisations internationales ou régionales pour procéder à l'arrestation de ces personnes.

Les Chambres préliminaires ont également rendu des décisions sur des questions relatives aux expertises médico-légales, au droit des victimes à participer aux procédures préliminaires, et à la divulgation d'éléments de preuves avant l'audience de confirmation des charges. 79 décisions ont été rendues par les Chambres depuis le début de l'année. Ce nombre inclue des décisions tant sur des questions de fonds que sur des questions d'ordre technique.

Une partie du travail des Chambres préliminaires a été de nature confidentielle et est susceptible de le rester, les Chambres cherchant à trouver un équilibre entre, d'une part, la nécessité de tenir des procès publics et, d'autre part, certaines préoccupations telles que celles relatives à la sécurité des victimes et des témoins. Les décisions qui ne sont pas de nature confidentielle sont disponibles sur le site Internet de la Cour.

Dans le même laps de temps, des recours ont commencé à être portés devant la Chambre d'appel.

To support its activities, the Court is developing its cooperation with international and regional organisations. The support of the United Nations is particularly important in this regard. The UN and the Court cooperate on a regular basis, both in our field activities and in our institutional relations. As you know, our cooperation is governed by a relationship agreement entered into in October 2004.

In April of this year, the Court entered into a cooperation agreement with the European Union. We hope to do the same with the African Union in the near future. Ten days ago, the Prosecutor and I briefed the Peace and Security Council of the African Union on the Court's activities.

Today, it is widely recognized that the ICC is part of a broader system composed of different actors working towards the same goal of international justice. The request of the Special Court for Sierra Leone to use the facilities of the ICC in the trial of Charles Taylor is a case in point. As you are likely aware, Charles Taylor was transferred to the detention facilities of the ICC on 20 June. The Special Court for Sierra Leone, which will try Mr. Taylor, considered that his trial could not occur in Sierra Leone because of security concerns in the region. Mr. Taylor's trial will be conducted by a Trial Chamber of the Special Court for Sierra Leone sitting in The Hague. The ICC will only provide facilities and related assistance. The arrangements are clarified in a Memorandum of

Understanding concluded by the ICC and the Special Court in April. The ICC sought the views of States Parties on this matter and the Assembly of States Parties subsequently conveyed to the ICC its acceptance of the request of the Special Court for Sierra Leone. As per the Resolution of the United Nations Security Council, all costs to be incurred as a result of the trial will be expenses of the Special Court. It is crucial that sufficient funds continue to be made available to the Special Court to cover related expenses.

We can expect more cooperation with international or hybrid courts in the future. Over time it is in the nature of the ICC that it will become the reference institution in the field of international criminal law.

I would now like to give you a brief overview of the direction the Court is taking as it looks to the future, particularly through the development of a strategic plan. Earlier this year, the Court's senior management adopted the first version of the strategic plan. The plan will assist the Court in coordinating our many different activities, ensuring a longer-term perspective in our planning, and setting common priorities for our work.

Through the strategic planning process, the Court aims, in dialogue with States, international organisations and nongovernmental organisations, to set a clear direction for the coming three years and beyond. The strategic plan sets out three interrelated strategic goals for the Court: to ensure the quality of justice; to be a well-recognized and adequately supported institution; and to be a model for public administration. To reach these goals, we have identified thirty strategic objectives over the coming ten years, with emphasis on objectives to be achieved in the next three years.

One part of the strategic planning process is the development of a Court Capacity Model. The Court Capacity Model is a simulation tool, to assist us in planning. The Model tells us what the Court can achieve with a given number of resources. For example, it may indicate the approximate number of staff needed to conduct a certain number of investigations or trials. It can also be used in the reverse, to identify approximately how many investigations or trials the Court can conduct with a fixed number of staff.

Use of the Model may help the Court in a number of ways. First, by running different simulations, the Model may provide a number of alternatives to facilitate decision-making about the Court's overall size. Second, it may be used to identify and eliminate some inefficiencies in the Court's operations. Third, the approach behind the Model will assist the Court in justifying budget requests and clarifying the effect of budgetary changes on the Court's ability to achieve intended results.

The Court Capacity Model is a living tool - It will be continually updated and refined based on new information. A final report on the Court Capacity Model will be presented to the Assembly of States Parties.

We are now turning the strategic plan into action. We have begun a process of consultations with our staff. The staff will play an important role in implementing the plan, including the development of strategies for realizing the objectives. We are also using the strategic goals and objectives to shape the Court's 2007 budget.

We are also discussing the plan with others. The Court presented a progress report of the strategic plan to the Committee on Budget and Finance of the Assembly of States Parties in April. We have begun a dialogue with States - including a Working Group of the Bureau of the ASP in The Hague - and civil society organizations, to inform them about the plan and to receive their feedback. We look forward to a similar dialogue with the ASP this fall.

The strategic plan is very important to the continued success of the Court. It will be regularly adapted in light of our experiences to guide the Court into the future as we endeavour to collectively advance the aims of the Rome Statute.

I would now like to hand over the floor to the Prosecutor who will provide an overview of his prosecutorial strategy.

Luis Moreno-Ocampo, Prosecutor/Le Procureur

PROSECUTORIAL STRATEGY

I have the honor to speak with you today about the Prosecutorial Strategy. As President Kirsch just explained, the Court has adopted a common approach to strategic planning which sets out three interrelated strategic goals, and 30 strategic objectives over the coming years to help reach these goals. As you know, the ICC operates under the One-Court principle, while nevertheless respecting the independence of the individual organs. The common sector is contained in the ICC Plan. The Prosecutorial Strategy is independent, but coordinated with the ICC Plan.

Background

The OTP has developed its Prosecutorial Strategy after extensive consultation with the staff and senior management. It is based on the experience gained during the Office's first three years of work. We are producing a report on the activities performed during these three years and we will organize meetings with states and other constituencies in order to receive their comments. We will explain how we face certain dilemmas. The **first dilemma** is how to begin cases and gain the necessary support and cooperation. Welcoming voluntary referrals by territorial states was a crucial policy decision taken by the Office. This method of initiating cases has guaranteed greater cooperation and on-the-ground support.

The **second dilemma** faced by the Office is one shared by other international tribunals: how to conduct criminal investigations without a state apparatus, i.e., without any police forces, armies, or other enforcement capacities. The Court faces the added wrinkle of conducting the bulk of its investigations in the midst of on-going conflicts. Operating in the context of on-going conflicts has raised significant challenges for the protection of victims, witnesses and investigators and has also raised thorny dilemmas related to peace and justice. In response, the Office has adapted its investigatory strategies to the individual conflict situations in which it operates, and has adopted an overarching policy of conducting focused investigations.

The **third dilemma** facing the Office is how to execute arrest warrants. This is perhaps the most critical and difficult issue that the Office has encountered in its first three years. The Court does not have its own enforcement capacity. Under the Rome Statute, it is the State Parties that bear the responsibility for arresting suspects and delivering them to the Court for prosecution. It is particularly crucial for a new, permanent International Criminal Court to begin creating a record of successful prosecutions early in its tenure. More assistance is needed to enforce the five outstanding arrest warrants that have been issued in the Northern Uganda case. We anticipate that this will be an on-going challenge in the next phase of its operations.

The report will include a summary of the issues we are discussing before the Pre-Trial and Appeals Chambers regarding fundamental legal matters, such as the scope of victim participation; the role of the each organ in the investigative process; and the scope of review of the Appeals Chamber.

The formulation of the Prosecutorial Strategy took into consideration the lessons learned during the past and is crucial to allows us - the OTP, the ICC as a whole and the State Parties - to

agree upon a common understanding of what is expected of the Office over the next three years. The success of the Court should not be measured in terms of number of cases. Instead a more appropriate measure would be the impact of the Court in the promotion of national efforts and international cooperation to end impunity for the most serious international crimes. Therefore, it is important that we can agree on a common standard for evaluating the Office's work in the coming years. In this regard, this briefing is not the end of the process. Rather, we intend to discuss the Prosecutorial Strategy with representatives of states in September-October in New York and in the Hague. We will circulate a copy of the three year report and the Prosecutorial Strategy in advance, as well as the policy papers which we are in the process of finalizing and which have helped to shape the Prosecutorial Strategy. We will also distribute annexes to our policy paper, defining the standards we apply to select cases and how we interpret art. 53 of the Statute, specifically on the interests of justice. At the end of this process we will adjust our strategy in accordance with the comments received.

Principles of the Prosecutorial Strategy

At the core of the Prosecutorial Strategy lie three essential principles that the Office has developed during its first three years of work: positive complementarity; focused investigations and prosecutions; and maximizing the impact.

With regard *complementarity*, the Office recognizes that according to the Rome Statute national states have the primary responsibility for preventing and punishing atrocities in their own territories. In this design, intervention by the ICC must be exceptional – it will only step in when states fail to conduct investigations and prosecutions, or where they purport to do so but in reality are unwilling or unable to genuinely carry out proceedings. A Court based on the principle of complementarity ensures the international rule of law by creating an interdependent, mutually reinforcing international system of justice. With this in mind, the Office has adopted a *positive approach* to complementarity, meaning that it encourages genuine national proceedings where possible; relies on national and international networks, and participates in a system of international cooperation. As a consequence, the effectiveness of the Court should not be measured only by the number of cases that reach the Court. On the contrary, the *absence of trials* by the Court, as a consequence of the effective functioning of national systems, would be a major success.

The second principle guiding the Prosecutorial Strategy is that of *focused investigations and prosecutions*. The Office will select situations and cases taking into consideration their gravity in order to work on *the most serious* crimes. Our focus will be on those who bear the *greatest responsibility* for these crimes, according to, and dependent on, the evidence that emerges in the course of an investigation. The policy of focused investigations and prosecutions also means that we select incidents and as few witnesses as possible are called to testify, reducing the security risks and assisting the Court in operating cost efficiently.

The policy of focused investigations and prosecutions is evident in the cases that have been brought so far. In Uganda, the Lord's Resistance Army has had, at a minimum, hundreds of members. According to the evidence collected we concluded that five persons were those bearing the greatest responsibility. In Northern Uganda between July 2002 and June 2004 there were approximately 850 incidents. We chose to focus on just six, representing different regions and

criminalities, for example gender crimes and looting. The selection of cases was affected to a greater extent by security problems in the DRC. We are presenting the first case based on the charge of child conscription.

The third principle guiding the Prosecutorial Strategy is to *maximize the impact* of our activities. The mere existence of the Rome Statute has already had a deterrent effect by encouraging states to incorporate the crimes within the jurisdiction of the Court into their domestic law. Even before the initiation of any investigation by the Court itself, the use of this legislation can be a major step towards preventing atrocities or at least, in bringing to justice the perpetrators of such atrocities. Of course ICC trials and convictions will have an additional deterrent effect. Even before trials have begun, the investigation itself will play a preventative role. The beginning of an investigation increases the risk of punishment and therefore has a deterrent impact. Massive crimes are planned, the announcement of an investigation could have deterrent impact. Interestingly not just in the area of the investigation but also in different countries around the world. We are collecting information about this.

Finally, in establishing and implementing its policies the Office has been and remains cognizant of the important role that *victims* play in the proceedings. At every stage of the judicial process, the Office will consult with the relevant victims and take their interests into account. The Office has also developed procedures to avoid unnecessary risks to witnesses and potential retraumatization.

Objectives for the Coming Three Years

Based on the OTP's essential principles and utilizing its organizational structure, the Office has formulated *five strategic objectives* for the coming three years.

The first objective is to conduct four to six impartial investigations of those who bear the greatest responsibility in its current or new situations.

The second objective is to further improve the quality of the prosecution, aiming to complete two expeditious trials.

The third objective is to gain the necessary forms of cooperation for all situations to allow for effective investigations and to mobilize and facilitate successful arrest operations.

The fourth objective is to continuously improve the way in which the OTP interacts with victims and addresses their interests.

Finally, the fifth objective is to establish forms of cooperation with states and organizations to maximize the OTP's contribution to the fight against impunity and the prevention of crimes.

On the first OTP objective, we foresee that in the next three years a maximum of six investigations will be needed and that our current resources will be sufficient to carry them out.

With regard to the second OTP objective, the number of trials is difficult to foresee as it is dependant on the arrests and their sequence. The length of the proceedings depends on a number of factors, such as the defense's policy and the security for witnesses. The judges are in charge of the proceedings, however the OTP aims to complete two trials in the coming three years.

I would like to emphasize the third objective of gaining the forms of cooperation necessary to mobilize and facilitate successful arrest operations. While the Court does not have a mandate to "arrest" by itself, the experience gained so far demonstrates that the Office can and should deploy substantial efforts to gathering information on the whereabouts of suspects, galvanizing support and cooperation for arrest and surrender, and promoting coordination among national and international parties potentially involved in a successful arrest.

With regard to the fourth objective of continuously improving the way in which the Office interacts with victims and addresses their interests, the Office has the obligation to assess the interests of victims as part of its determination of the interests of justice under article 53 and rule 48. Furthermore, the Statute provides for a generous scheme of victims participation as a way of ensuring that their views and concerns are taken into account throughout the proceedings. For these reasons and in light of our past experience, it is clear that it is necessary to systematically seek the views of victims and local communities at an early stage, before an investigation is launched, and to continue to assess their interests on an ongoing basis. This systematic interaction will also allow for adequate outreach among local communities in order to enhance the understanding and impact of OTP activities.

Finally, with regard to the fifth objective of establishing forms of cooperation with states and organizations to maximize the OTP's contribution to the fight against impunity and the prevention of crimes, the Office is committed to fostering the type of international cooperation that will encourage and assist states to address impunity for large-scale serious crimes, in a comprehensive fashion.

Conclusion

The Prosecutorial Strategy, based on the Office's experience over the last three years, will assist the Office in achieving its objectives, and thereby enhance the ability of the Court to reach its overall strategic objectives and goals. However, this cannot be accomplished without the assistance of states. The design of the ICC is that the Court assumes responsibility for the legal aspects, while states ensure that the suspects against whom warrants are issued are arrested. We are planning how to do our part better and we need to receive from you indications of how the international community can assist in executing the arrests warrants. Without your contribution to secure arrests we are unable to fulfill our mandate. Together we can strive to achieve the aims of the Rome Statute to prevent impunity for the perpetrators of the most serious crimes of concern to the international community and thereby contribute to the prevention of these crimes.

Thank you.

Bruno Cathala, Registrar/Le Greffier

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Permettez-moi à mon tour de vous souhaiter la bienvenue à la 3^e séance d'information se tenant à Bruxelles, soit la 7^e à ce jour, dans le cadre du dialogue continu que la Cour souhaite entretenir avec les États parties.

Comme vous l'aurez sans doute noté à l'écoute des discours de monsieur le Président et de monsieur le Procureur la Cour s'est engagée dans un certain nombre de projets stratégiques dans lesquels elle investit temps et énergie, estimant qu'il est important de les réussir à ce moment du développement de cette institution. A cet effet, j'insisterai en particulier cet après-midi sur la question des locaux permanents et de la partie du Plan stratégique consacré à la publicité de la justice, ce que nous appelons tous « l'outreach ». En outre, en cette période je vous présenterai également, dans ses grandes lignes, le projet de budget-programme pour 2007.

1. Locaux permanents

La Cour souhaite qu'une décision soit prise par les Etats Parties sur son futur bâtiment, c'est-à-dire : continuer à utiliser les locaux actuels, « l'Arc » -réaménager les locaux du TPIY ou – construire de nouveaux locaux spécialement conçus pour leur utilisation par une juridiction pénale internationale. L'incertitude qui règne actuellement sur cette question ne facilite pas notre travail. Nous aimerions savoir où nous allons.

La Cour a déjà remis plusieurs rapports à l'Assemblée des États parties sur différents aspects de cette question.

Après avoir passé au crible les différentes options et leurs incidences financières, la Cour a exprimé une préférence pour les locaux spécialement construits à son intention. Cette préférence s'explique par un certain nombre de facteurs essentiels :

- la capacité des futurs locaux à s'adapter aux évolutions d'une institution permanente qui, au cours de son histoire, montrera certainement des profils différents : évolution de son nombre de personnels, évolution géographique ;
- la nécessité d'assurer la sécurité de la Cour et de ses opérations aux Pays-Bas ;
- la personnalisation et la fonctionnalité des futurs locaux représentant la justice pénale internationale.

L'Assemblée, à l'occasion de sa dernière session, a aussi souligné que « de nouveaux locaux spécialement conçus représenterait la solution la plus souple pour répondre aux besoins d'une cour permanente du point de vue de la taille, de la fonctionnalité et de la sécurité».

Permettez-moi de dire quelques mots de la taille de ce futur bâtiment que l'on lie habituellement avec le nombre de fonctionnaires. Il faut le souligner il n'est pas nécessaire, à l'heure actuelle, de posséder les chiffres définitifs du nombre de personnel de la Cour dans le futur. Un concours d'architectes pourrait être lancé à partir d'un ordre de grandeur. En tous les cas, il appartiendra aux Etats parties, sur une base régulière à travers les budgets alloués, de réviser et donc de contrôler le nombre de personnes qui travailleront pour la Cour.

Nous discutons de l'ensemble de ces questions dans le cadre d'un dialogue constant avec le Groupe de travail de La Haye.

Alors que le processus de décision sur le choix du bâtiment définitif suit son cours, et quelle qu'en soit l'issue, la Cour envisage, également à la demande du CBF, des mesures concrètes visant à mettre en place un cadre de gestion solide de ce dossier. Ces mesures doivent permettre, avec le concours de consultants extérieurs, de jeter les bases de dispositifs internes de gouvernance sous l'autorité du Greffier. Nous avons budgété cette mesure dans le projet de budget-programme pour 2007, que je vais maintenant aborder.

2. Projet de budget-programme pour 2007

Le Président vous a tout à l'heure détaillé l'état d'avancement actuel des travaux de la Cour.

Il est prévu que la Cour gèrera en 2007 un procès et quatre situations. S'atteler à quatre situations imposera notamment à la Cour de poursuivre les enquêtes, de veiller à ce que les mécanismes de protection des témoins et les structures d'appui opérationnel indispensables soient pleinement fonctionnels et, enfin, d'impliquer constamment les communautés touchées dans un dialogue à la faveur d'un programme de sensibilisation fiable et efficace.

Pour formuler ces hypothèses qui ont servi à façonner le projet pour 2007, la Cour a mis à profit l'expérience qu'elle a acquise les années précédentes. Dès lors faute de nouvelles arrestations aujourd'hui, la Cour n'a pas budgété pour un second procès en 2007. Toutefois, si des personnes visées par les mandats d'arrêts venaient à être appréhendées, la Cour aurait recours au Fonds en cas d'imprévu, auquel il sera également fait appel en cas de missions de médecine légale sur le terrain ou d'audiences in situ.

Malgré tout, le budget 2007 sera supérieur à celui de l'année précédente. Cette augmentation s'explique par un certain nombre de facteurs que je vais rapidement vous exposer.

Tout d'abord, ainsi que la Cour en a précédemment informé l'Assemblée lors de sa session du mois de novembre dernier, le budget tend à augmenter, d'une manière que je qualifierai de naturelle, sous l'effet du taux de vacance de postes calculés pour le budget 2006 et de l'inflation.

Par ailleurs, les coûts associés à la pension des juges, aux locaux provisoires et au quartier pénitentiaire, contribueront également à accroître le budget 2007.

De même les enquêtes se poursuivront l'an prochain. La conséquence directe en est le développement de systèmes de protection des témoins ainsi que des mesures de sécurité adaptées.

Enfin, le budget 2007 est marqué par le respect de l'engagement résolu que la Cour a pris, à la demande de l'ASP, de nouer un dialogue régulier avec les communautés touchées par une situation. A cet effet la CPI renforcera davantage son programme de sensibilisation par la mise en œuvre systématique et durable du Plan sur la publicité de la justice internationale.

Permettez-moi d'ailleurs maintenant d'aborder cet aspect.

3. Plan sur la publicité de la justice

Le fait que la Cour siège à La Haye, loin des lieux où les faits jugés se sont déroulés, impose au moins deux exigences à la Cour :

- Rendre une justice publique et transparente ce qui constitue une des composantes essentielle d'un procès équitable ;
- Etablir un vrai dialogue et des échanges constants avec, au minimum, les communautés concernées, leurs représentants traditionnels, les médias et les autres acteurs locaux. Nous sommes aussi conscients de la nécessité de mieux comprendre les sentiments et les opinions de ces communautés.

Depuis 2004, la Cour s'investit dans ces activités de sensibilisation.

Toutefois, l'expérience que nous avons acquise sur le terrain à ce jour, les critiques formulées par nos partenaires locaux et les contributions que vous avez faites valoir à diverses occasions sont autant de signes qu'il reste du travail à réaliser.

C'est dans cet esprit que nous avons élaboré notre Plan stratégique pour la publicité de la justice internationale qui s'inscrit dans notre objectif plus général développé par M. le président de développement de la qualité de la justice à la CPI.

Ce Plan se nourrit de l'expérience de la Cour dans la conduite d'activités de sensibilisation sur le terrain qui ont souvent été résumées dans différents documents d'ores et déjà exploités par la Cour. Il tient évidemment compte de l'expérience inestimable des tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda. La Cour a accueilli avec plaisir Mme Binta Mansaray, responsable du Programme de sensibilisation du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, qui a apporté son immense expérience et aidé la CPI à concevoir ce document. En outre, le rôle des acteurs extérieurs à la Cour (ONG, ...) dans la conduite des activités de sensibilisation dans le cadre des situations dont elle s'occupe a également été envisagé.

Par ailleurs, ce Plan s'intéresse aux facteurs influençant les activités de sensibilisation de la Cour, tels que le contexte dans lequel la CPI opère, les phases des procédures judiciaires (avant, pendant ou après le procès) et les groupes cibles, c'est-à-dire outre la population en général, les chefs traditionnels et locaux, les victimes, les médias, les ONG, les femmes, etc. La façon d'aborder ces différentes catégories de personnes doit à l'évidence différer en fonction de leurs besoins spécifiques. Prenons par exemple, les victimes qui sont placées au cœur du travail de la Cour et qui doivent être informée des droits que leur confère le Statut. Dans bien des cas, elles vivent dans des régions reculées, sans accès à la presse ou à d'autres sources d'information. Elles peuvent être analphabètes ou très âgées. Il faut développer de ce fait des programmes particuliers à leur intention.

Ce plan sera complété par des plans d'action propres à chaque situation. À la lumière d'objectifs prédéfinis correspondant à chacune des phases judiciaires, ces plans d'action déterminent les activités et les instruments concrets de sensibilisation ainsi que les coûts y afférant.

Permettez-moi d'illustrer mon propos qui pourrait paraître très théorique par quelques exemples concrets qui feront ressortir cette nécessité d'adaptation.

La Cour devrait avoir entamé en 2007 la phase du procès dans la situation en RDC. Au cours de cette phase, les activités de sensibilisation garantiront la publicité au niveau local des procédures judiciaires se déroulant à La Haye et s'attacheront également à répondre aux attentes des victimes. Des outils de sensibilisation spécifiques tels que des résumés de procès sous forme vidéo, audio et écrite, des conférences de presse, des réunions d'information, des ateliers et des séminaires seront employés pour toucher les différents publics concernés.

À l'inverse, dans la situation en Ouganda, la Cour ayant délivré des mandats d'arrêt, celle-ci se trouvera en pleine phase d'instruction et les activités de sensibilisation continueront à contribuer à expliquer la portée desdits mandats au public et à faire connaître la mission de la Cour au sein des communautés touchées. Par ailleurs, le travail préparatoire sur les procédures judiciaires devrait également débuter.

Je souhaiterais souligner que ce Plan est un document évolutif qui sera évalué et mis à jour en fonction des besoins qui se feront sentir au fur et à mesure de l'avancement des travaux de la Cour.

Dès que ce plan sera finalisé nous procéderons à des consultations notamment avec les États parties et ce dès le début du mois de juillet à La Haye.

Je vous remercie de votre attention.

**M. Renan Villacis, Director *ad interim* of the Secretariat of the Assembly of States Parties/
Directeur *ad interim* du Secrétariat de l'Assemblée des Etats parties**

Ladies and gentlemen,

The Secretariat wishes to take this opportunity to highlight a few points contained in the information package sent to you previously.

In terms of the forthcoming meetings of the Assembly, we recall that the fifth session of the Assembly will be held in The Hague from 23 November to 1 December 2006 and that the resumed session, will take place in New York from 29 to 31 January 2007. Relevant documentation, including the provisional agenda, will be posted on the Court's website as soon as it is available. Practical information for the session can also be found therein.

Furthermore, the Secretariat recalls that certain documents of limited distribution, such as internal documentation of the Committee on Budget and Finance, are available for States Parties on the Assembly's Extranet. A message on how to access this Assembly Extranet was sent to States Parties a few weeks ago.

The Committee on Budget and Finance shall hold its seventh session from 9 to 13 October 2006. The respective report should be available on 23 October.

As regards the Bureau, we note that it recently elected Mr. Arthur Napoleon Raymond Robinson (Trinidad and Tobago) to fill in the vacancy in the Board of Directors of the Trust Fund for Victims which corresponds to the seat allocated to the Group of Latin American and Caribbean States.

Furthermore, the Bureau fixed a 12 week nomination period, running from 5 June to 27 August 2006, for the second election of members of the Board of Directors of the Trust Fund for Victims, scheduled to take place during the fifth session of the Assembly.

In relation to the third inter-sessional meeting of the Special Working Group on the Crime of Aggression, which took place from 8-11 June 2006 at the Liechtenstein Institute on Self Determination at the Woodrow Wilson School of Princeton University, the Secretariat notes that an advance version of the respective report is also available at the Court's website. As indicated in that report, the Italian authorities are in the process of organizing a conference on international justice in Turin in the early part of October, during which it may be possible to have another inter-sessional meeting of the Special Working Group. Further developments on this matter would be conveyed to States by the organizers.

Finally, the Secretariat requests States to provide an update of their e-mail addresses.